

## ANALYSE DES PRATIQUES LANGAGIÈRES EN CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE IVOIRIEN

**ATSÉ N'Cho Jean-Baptiste**

Université de Bouaké (Côte d'Ivoire)

Courriel : jbatse@yahoo.fr

&

**KONAN Kouadio Michel**

Université Félix Houphouët-Boigny  
(Côte d'Ivoire)

Courriel : mikeokclair@yahoo.fr

**Résumé :** La Côte d'Ivoire, pays à forte hétérogénéité culturelle et linguistique, autrefois appelée havre de paix, a connu à partir des années 1990 de multiples bouleversements sur l'échiquier politique ; notamment avec l'avènement du multipartisme. Les soubresauts les plus significatifs sont ceux du coup d'État manqué de septembre 2002 et particulièrement celui de la crise postélectorale en 2010, engendrant des pratiques langagières aussi bien dans la classe politique que dans la société ivoirienne en général. Ces diverses façons de parler suscitent de l'intérêt chez les chercheurs. L'objectif de cette contribution est d'analyser les différents éléments du discours parmi lesquels certains vocables et expressions contextualisés par l'environnement socio-politico-linguistique ivoirien. Cette étude s'inscrit dans le domaine de l'analyse du discours et dans une approche sociolinguistique tout en abordant les diverses catégories de mots et expressions et leur influence sur les usagers.

**Mots clés :** Pratiques langagières, discours politique, sociolinguistique politique, contexte socio-politique, Côte d'Ivoire.

**Abstract:** Côte d'Ivoire, a country with strong cultural and linguistic heterogeneity, formerly called a haven of peace, has experienced from the 1990s multiple upheavals on the political scene, particularly with the advent of multiparty politics. The most significant upheavals are those of the failed coup d'état of September 2002 and particularly that of the post-electoral crisis in 2010, engendering language practices both in the political class and in Ivorian society in general. These various ways of speaking are arousing interest among researchers. The objective of this contribution is to analyze the different elements of speech, including certain terms and expressions contextualized by the Ivorian socio-political-linguistic environment. This study falls within the field of discourse analysis and a sociolinguistic approach while addressing the various categories of words and expressions and their influence on users.

**Keywords:** Language practices, political discourse, political sociolinguistics, socio-political context, Côte d'Ivoire.

Pays traditionnellement considéré comme un havre de paix et une terre d'accueil et d'hospitalité en Afrique francophone, la Côte d'Ivoire a sombré durant plusieurs décennies dans les méandres d'une quête politique multipartite. Des événements latents, voire expérimentés, sous le président Félix Houphouët-Boigny<sup>50</sup> vont ressurgir et se redoubler avec pour point focal le déséquilibre des faits et des acteurs de la scène politique ivoirienne dans un climat délétère. Le climat socio-politique très tendu va entraîner son cortège de désolation, de meurtrissure, de tristesse, de partition du pays et de tuerie en masse dans la population ivoirienne et dont le paroxysme reste sans nul doute la crise postélectorale de novembre 2010. Un autre aspect reste la virulence sur la scène politique qui va aller crescendo en changeant un tant soit peu les habitudes des Ivoiriens jusqu'à influencer leurs productions langagières. Qu'on soit au niveau des hommes politiques ou de l'ensemble des habitants, le code langagier découle des différentes tournures socio-politiques du pays. Ces diverses pratiques langagières observées dans toutes les composantes de la société ivoirienne vont connaître un regain d'importance.

La manière de parler ou de dire va au-delà du respect scrupuleux de la norme dans le système énonciatif du discours. Ces diverses façons de parler (Goffman, 1987) ou encore ces façons de dire ou de faire (Boutet et Maingueneau, 2005) suscitent de l'intérêt chez les chercheurs. L'objectif de cette contribution est d'analyser l'usage politique qui peut être fait des pratiques langagières pour servir parfois de discours de rejet d'une partie de la population supposée ou avérée. Par ce fait, nous voulons analyser les différents éléments du discours parmi lesquels, certains vocables et expressions contextualisés par l'environnement socio-politico-linguistique ivoirien montrent que « les transformations sociales se produisent essentiellement par le langage » (Canut et *al.*, 2018) et peuvent faire (re)surgir des tentations nationalistes.

Notre problématique se résume aux questions suivantes : comment sont produits, nourris et entretenus, dans le brouhaha politique ivoirien, les éléments du discours que sont les pratiques langagières ? Comment la production de ces pratiques langagières enrichit-elle le stock lexico-morphologique et sémantique du discours ? Quels sont leurs effets sur les usagers et la population ivoirienne ?

L'étude pose l'hypothèse d'une dynamique des pratiques langagières dans un contexte sociopolitique ivoirien tendu et mouvementé. Ainsi, la réponse à cette problématique nous amène à organiser notre étude en quatre parties. La première présente le cadre théorique. La deuxième expose la méthodologie utilisée pour rendre compte des données collectées qui feront l'objet de notre étude. La troisième fait un tour d'horizon sur le contexte de l'étude. Enfin, la dernière partie fait une classification et une analyse des pratiques langagières dans une perspective dynamique.

## 1. Cadre théorique

Cette étude s'inscrit dans le domaine de l'analyse du discours et dans une approche critique de la sociolinguistique tout en abordant les diverses catégories de mots et expressions et leur influence sur les usagers. Pour mener à bien notre étude, nous avons convoqué la théorie de la sociolinguistique des pratiques langagières et celle de la sociolinguistique

---

<sup>50</sup> Considéré comme le père de la nation ivoirienne, il fut le premier président de la République de la Côte d'Ivoire depuis l'accession du pays à l'indépendance, le 7 août 1960 jusqu'au 7 décembre 1993, date de son décès.

politique telles que développées par Bautier-Castaing (1981a ; 1981b) ; Boutet (2002) ; Heller (2002) ; et Canut et *al.* (2018).

### 1.1. La sociolinguistique des pratiques langagières

Gadet affirme que l'étude des pratiques langagières authentiques en contexte social relève de la sociolinguistique, au sens large (Gadet, 2003, p. 5). C'est pourquoi cette approche mérite tout d'abord d'être définie selon les conceptions de plusieurs chercheurs qui l'ont abordée dans leurs travaux. Parmi ceux-ci, nous retenons, pour cet article, les définitions de Bautier-Castaing (1981a), de Josiane Boutet (2002) et de Cécile Canut et *al.* (2018).

D'abord celle de Élisabeth Bautier-Castaing (1981a) qui dit ceci :

« Nous définissons les "pratiques langagières" comme les manifestations résultantes dans les activités de langage de l'interaction des différents facteurs linguistiques, psychologiques, sociologiques, culturels, éducatifs, affectifs... qui sont constitutifs des caractéristiques individuelles et de groupe » (Élisabeth Bautier-Castaing, 1981a, p. 4).

Ensuite, une définition de Boutet (2002) donne ce qui suit :

*D'un point de vue empirique, "pratiques langagières" renvoie aux notions de "production verbale", d'"énonciation", de "parole", voire de "performance", mais il s'en distingue d'un point de vue théorique par l'accent mis sur la notion de "pratique" : le langage fait partie de l'ensemble des pratiques sociales, que ce soit des pratiques de production, de transformation ou de reproduction. Parler de "pratique" c'est donc insister sur la dimension praxéologique de cette activité. Comme toute pratique sociale, les pratiques langagières sont déterminées et contraintes par le social, en même temps, elles y produisent des effets, elles contribuent à le transformer. Dans cette perspective, le langage n'est pas seulement un reflet des structures sociales, mais il en est un composant à part entière. [...] Parler n'est pas seulement une activité représentationnelle, c'est aussi un acte par lequel on modifie l'ordre des choses, on fait bouger les relations sociales.* (Boutet, 2002, pp. 458-459).

Enfin, nous terminons par la définition de Canut et *al.* (2018) :

*Toutes actions de transformation du monde par le biais du langage – entendu à la fois comme verbal, paraverbal et non verbal -, telles qu'elles sont prises dans les rapports de forces opérant entre jeu et contraintes et mises au jour par l'analyse interprétative à partir de la matérialité langagière recueillie dans le cadre de situations concrètes d'activité de langage* (Canut et *al.* (2018, p. 27).

De toutes ces trois définitions, que retenir de ce concept ? Tout simplement, nous retenons pour notre étude cette définition du *Dictionnaire de linguistique et des sciences du langage* : « Passer du linguistique au langagier, c'est prendre en compte le processus de production des discours en intégrant les paramètres situationnels et humains. (...). On désigne par pratiques langagières cette variation dans les usages du langage en fonction des groupes sociaux » (*Le Dictionnaire de linguistique et des sciences du langage*, 2012, p. 265).

La sociolinguistique des pratiques langagières relève de la variation linguistique. À cet effet, il existe une mutation de forme et de sens dans le phénomène langagier observé dans la réalisation du discours. Le dispositif langagier émis révèle le caractère social des pratiques langagières. Celles-ci s'évaluent en interaction entre acte, discours et forme linguistique. Ceci permet l'intrusion stricto sensu des représentations linguistiques qui enrichissent les discours épilinguistiques. Entendons-nous par discours épilinguistique les commentaires des locuteurs sur leurs propres pratiques langagières. L'usage quotidien du langage est

primordial dans la construction identitaire de chaque locuteur. Tout au long de sa vie, l'usager a la capacité de s'affirmer en se servant d'une culture ou des cultures aussi bien qu'une langue ou de plusieurs langues pour son épanouissement. Cet atout l'aide dans le phénomène d'hybridation des processus langagiers opérés dans l'appropriation du français.

Nous voulons nous référer à cette théorie pour interpréter les pratiques langagières dans une étude sociolinguistique à partir d'un travail d'observations approfondies *in situ*.

## 1.2. La sociolinguistique politique

À travers ce second compartiment de notre cadre théorique, nous nous référerons aux définitions données par Canut et *al.* (2018) qui, pour la plupart, sont tirées des définitions données par Monica Heller (2002).

En effet, parlant de la sociolinguistique politique, Canut et *al.* affirment que « C'est tout autant une sociologie ou une anthropologie politique du langage dans le prolongement de la sociolinguistique critique proposée par Monica Heller (2002) » (Canut et al., 2018 : 11). Plus loin, ces auteurs affirment que « C'est l'étude du langage comme pratique sociale selon une optique politique » (Canut et al., 2018, p. 21). Le concept de sociolinguistique politique est tributaire du caractère social du langage manifesté par l'interaction discursive. Cet environnement linguistique favorise ce que Guespin et Marcellesi (1986, p. 9) appellent « *la double détermination* », c'est-à-dire « *toute société humaine est langagière et toute pratique langagière est sociale* ».

En nous inspirant de cette théorie, nous voulons nous focaliser sur l'aspect et la dimension politique que représentent ces productions langagières.

## 2. Méthodologie et données collectées

L'approche adoptée pour cette étude est celle appliquée au terrain sociolinguistique à travers l'axe variationniste et politique du caractère social de la langue comme objet de recherche. Ici, l'approche variationniste prend en compte la langue comme un instrument social dont l'interaction discursive repose sur le locuteur ou vice-versa. Ainsi, la méthodologie utilisée pour la collecte des données est celle de la recherche documentaire et de l'observation directe. Pour Arborio et Fournier (2005, p. 45), « l'observation sur le terrain porte d'abord sur les pratiques sociales qui s'y déploient, qu'elles soient gestuelles ou verbales. (...) Le linguiste est observateur des pratiques verbales pour les analyser comme situations de communication ». Les données servant de base à l'analyse sont des pratiques langagières recueillies de divers matériaux faisant référence aux conversations de certains acteurs socio-politiques ivoiriens. Ces données sont exposées à partir de cas concrets issus des enregistrements audios ou vidéos ou encore des transcriptions de textes, discours, articles de presse, et des réseaux sociaux.

Par ailleurs, la technique de l'analyse de contenu (Lehmann et Martin-Berthet, 2000) nous a permis de recenser, de classifier, d'analyser et d'interpréter ces pratiques langagières en différentes catégories selon les objectifs qui guident notre étude.

## 3. Le Contexte de l'étude : un espace politique tendu et mouvementé

La Côte d'Ivoire a connu un contexte socio-politique très mouvementé à partir de 1990, année du multipartisme, de la pluralité des organes de presse et de l'existence d'une société civile à caractère syndical (Atsé N'Cho, 2013, p. 113) dans le pays. Quelques années après,

plus précisément le 7 décembre 1993, le pays perd son illustre président. Du coup, l'on assiste à une guerre des héritiers que sont Henri Konan Bédié (président de l'Assemblée nationale), Alassane Ouattara (Premier ministre) et Robert Guéi (chef d'État-Major des armées). Henri Konan Bédié devient par la suite président de la République selon les textes revus et aménagés de la Constitution de la première République en son article 11 qui stipule que : « En cas de vacance de la présidence de la République par décès, démission ou empêchement absolu, les fonctions du président de la République sont exercées par le président de l'Assemblée nationale jusqu'aux prochaines élections ». Il sera renversé le 24 décembre 1999 par un groupe de mutins qui propulsent le Général de Brigade Guéi Robert à la tête du pays. La junte militaire au pouvoir suspend toutes les institutions de la République et met en place une nouvelle Constitution donnant naissance à la deuxième République en août 2000. L'élection présidentielle d'octobre 2000 organisée dans des « conditions calamiteuses<sup>51</sup> » porte Laurent Gbagbo au pouvoir après plus d'une trentaine d'années passées dans l'opposition. Deux ans plus tard, en septembre 2002, il subit à son tour un autre coup d'État qui se mue, cette fois-ci, en rébellion armée. Le pays sera coupé en deux parties (une zone gouvernementale et une autre zone occupée par la rébellion) durant 8 ans, c'est-à-dire jusqu'à l'élection présidentielle de 2010. Pendant ce temps, des représentants de partis politiques d'opposition (PDCI, RDR, UDPCI, MFA, UPCI, et les organisations rebelles, etc.) d'alors s'unissent pour créer en 2005 le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) ; une coalition, selon eux, pour contrer le maintien de Laurent Gbagbo au pouvoir. Le premier tour de l'élection présidentielle d'octobre 2010 s'est déroulé avec des tensions de part et d'autre dans tout le pays. Au deuxième tour, deux résultats sont proclamés. Le premier annoncé par la Commission Électorale Indépendante (CEI) donne le candidat Alassane Ouattara, allié des autres partis de la coalition RHDP, vainqueur avec 54% des voix ; tandis que le Conseil Constitutionnel donne la victoire à Laurent Gbagbo avec 51% des voix dans le second résultat proclamé. Le pays se retrouve alors avec deux présidents et deux armées de part et d'autre de chaque camp, ouvrant ainsi la voie à une crise postélectorale. Alassane Ouattara soutenu par toute la Communauté internationale gagne la bataille de la crise postélectorale et est investi président de la République le 6 mai 2011. Laurent Gbagbo et certains de ses partisans sont mis en prison, d'autres partent en exil. Le pays est alors gouverné dans un népotisme et favoritisme sans pareil à travers le concept de « rattrapage ethnique ».

Quant à l'élection présidentielle de 2015, les membres du RHDP veulent en faire une élection « un coup K.O. », c'est-à-dire une élection à gagner au premier tour. Dans cette foulée, un appel a été lancé par Henri Konan Bédié depuis sa ville natale Daoukro. Il appelle ses militants et sympathisants du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) à soutenir massivement Alassane Ouattara, le candidat unique du RHDP, dans l'espoir de voir un candidat du PDCI être plébiscité et soutenu comme candidat unique de ladite coalition pour la prochaine élection présidentielle à venir ; à commencer par celle de 2020. Le 25 octobre 2015, Alassane Ouattara réélu pour la deuxième fois consécutive met en place un comité d'experts afin de rédiger un projet de constitution qui donne naissance le 8 novembre 2016 à la troisième République de Côte d'Ivoire. Puis dans la même veine, il oblige tous les partis politiques membres de la coalition à se rassembler au sein d'un seul et unique parti pour les futures échéances électorales en Côte d'Ivoire. Il s'agit là de la création du parti RHDP-unifié, le 26 janvier 2018, avec les membres de son propre parti, le Rassemblement Des Républicains (RDR), ceux de l'Union pour la Démocratie et la Paix en

---

<sup>51</sup> Ces propos sont de Laurent Gbagbo. Il les a tenus le jour de sa prestation de serment en tant que nouveau président de la République de Côte d'Ivoire, le jeudi 26 octobre 2000.

Côte d'Ivoire (UDPCI), une partie des membres du Mouvement des Forces d'Avenir (MFA), mais cette fois-ci sans le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Certaines personnalités membres du PDCI (ou d'autres partis dont les leaders principaux ont décidé de tourner le dos au RHDP), pour conserver les prébendes liées à leurs postes de nomination au sein du gouvernement, des directions régionales, des administrations publiques et privées, etc., décident de faire allégeance au directoire du RHDP-unifié en se créant un parti-bis issu de leur parti d'origine qui sera légitimé par le pouvoir en place.

Aujourd'hui, le président Alassane Ouattara qui a toujours prôné le « vivre ensemble » se voit contraint de se séparer de Henri Konan Bédié, de Soro Guillaume et parfois mêmes d'autres personnalités politiques qui ont fait de lui chef de l'État pour la première fois dans une Côte d'Ivoire divisée par les tensions politiques.

Dans ce contexte socio-politique tendu et mouvementé, de nombreuses pratiques langagières émanant des personnalités politiques ivoiriennes ont inondé le pays. Ce sont certains mots et expressions que nous classifions et analyserons dans les lignes qui suivent.

#### 4. Les pratiques langagières en contexte sociopolitique ivoirien : classification et analyse

Dans cette partie du travail, nous allons montrer comment les pratiques langagières ivoiriennes recouvrent une dimension politique à la lumière de la présentation de la notion qu'en font, en sociolinguistique, Cécile Canut et ses collaborateurs (2018). Ces auteurs citant Josiane Boutet (2002) affirment « qu'on utilise aujourd'hui bien souvent l'expression de *pratiques langagières* comme synonyme d'usages ou de variétés, conduisant à l'évacuation de la dimension politique » (Canut et al., 2018, p. 27). Partant de là, ces auteurs classifient les pratiques langagières en trois catégories qui sont : les pratiques stylistiques, les pratiques interlocutives et les pratiques discursives. Pour eux, les *pratiques stylistiques* mobilisent la fonction poétique du langage ; les *pratiques interlocutives* (ou *conversationnelles*) impliquent par exemple qu'une personne parle pendant que d'autres se taisent (...), des règles dans la distribution de la parole entre participants. Les *pratiques discursives* : [c'est quand] les unités lexicales et les constructions syntaxiques sont prises dans un déjà-dit qui nous dépasse, dont les énoncés qui la composent changent de sens en passant d'un locuteur à un autre, d'une situation à une autre, d'une époque à une autre (Canut et al., 2018, p. 21 et 34).

Le constat est que chacune de ces pratiques présente deux aspects des pratiques langagières, à savoir : les pratiques langagières mélioratrices et les pratiques langagières déviantes (conception de la théorie de la politesse de Penelope Brown et Stephen Levinson, 1978 / 1987). Si la première catégorie instaure le respect et la dignité de l'être humain, la seconde catégorie, quant à elle, fait le lit de la violence verbale par le biais des injonctions, des ordres, des termes virulents jusqu'à l'apparition des injures dans les propos de certains hommes de médias et hommes politiques.

De façon générale, nous retenons que ces diverses pratiques langagières sont des traces qui énumèrent aussi bien les faits linguistiques que politiques qui alimentent les informations et les discours en Côte d'Ivoire. Comme Canut et al. (2018, p. 27), notre méthode d'analyse vise à interpréter de manière objective les pratiques langagières, englobant les pratiques discursives, interlocutives et stylistiques. Mais, de toutes les trois catégories énumérées, c'est cette troisième catégorie des pratiques langagières issue des *pratiques discursives* qui retient notre attention dans cet article. Notre choix se justifie par le fait que la majeure partie des

données recueillies dans le cadre de notre travail sont produites dans des contextes socio-politiques de pratiques discursives. Ces pratiques langagières mises en exergue ici sont pour la plupart des mots et expressions qui suscitent beaucoup d'interprétations de part et d'autre que nous avons jugé bon d'élucider dans les chapitres qui suivent.

#### 4.1. Quelques pratiques langagières discursives en français

Les pratiques langagières discursives relevées ici sont celles prononcées en français. Elles ont été identifiées à partir des années tumultueuses de 1990 jusqu'à nos jours. Les termes récurrents servant d'illustrations dans cette catégorie de pratiques langagières sont les suivants : *Ivoirité*, *Boulanger*, *Rattrapage ethnique*, *Orpailleurs clandestins*, *Étranger* et *Tabouret*.

En effet, le vocable « ivoirité » est un concept qui aurait été mal compris et mal utilisé avec des interprétations diverses et qui a été prononcé pour la première fois sur la scène politique ivoirienne par le président Henri Konan Bédié à l'occasion de son discours-programme à l'élection présidentielle d'octobre 1995.

*Quand ses partisans le qualifient de "concept culturel rassembleur d'une nation ivoirienne à construire ensemble à la fois avec les différents peuples de la Côte d'Ivoire et tous ceux qui ont choisi la Côte d'Ivoire comme leur patrie", d'autres comme Lemassou Fofana et Cissé Bacongo du RDR voient en ce vocable un concept nazi et nauséabond qui cacherait une hégémonie akan sur les autres cultures, et sur les autres immigrants (Atsé N'Cho, 2013, p. 117).*

Le 2 août 2019, au cours d'une interview de 11mn06sec que lui a accordée la chaîne de télévision généraliste francophone internationale TV5, le président Bédié lui-même donne ses raisons à travers ses réponses ci-après :

Exemple (1) : **Ivoirité = xénophobie ou identité ivoirienne ?**

Journaliste : ***Je vais vous poser une question en marge de ce qu'on appelle l'ivoirité. Comment est-ce que vous définiriez un Ivoirien ? Est-ce qu'on peut parler de la nation ivoirienne ou bien est-ce que la Côte d'Ivoire est une mosaïque de peuples et d'ethnies qui vivent ensemble ?***

Bédié : La Côte d'Ivoire est une mosaïque de peuples unis qui vivent en harmonie depuis la nuit des temps. **Mais ce qu'on appelle l'ivoirité, c'est justement cette mosaïque de peuples, sa culture, son identité. Ce n'est pas autre chose.**

Journaliste : ***Vous ne craignez pas que vos propos réveillent les vieux démons de la division apparus avec l'ivoirité ?***

Bédié : Le mieux est déjà de se charger du démon actuel qui rôde autour des Ivoiriens. Pourquoi cette immigration massive, incontrôlée, armée, menacerait-elle la sécurité des Ivoiriens sans que l'on puisse rien dire ? En quoi l'ivoirité est-elle un démon ? Vous ne parlez pas de francité ? D'arabité ? D'*american way of life* ? **Quel pays n'a pas d'identité ?** Laissons là ce débat de mauvaise foi qui ne prospère plus. Pendant un temps, on s'est servi de notions émotionnelles en parlant de **xénophobie**, de **haine des étrangers**. Cela ne prend plus en Côte d'Ivoire. Les Ivoiriens sont mûrs. [Interview TV5 Monde à Bédié le 2 août 2019, 11mn 06sec.]

Par ce petit extrait, Henri Konan Bédié essaie de circonscrire le contenu sémantique du concept « ivoirité » tout en sachant peut-être les conséquences et les craintes que cela

pourrait encore susciter en Côte d'Ivoire. Pour lui, ce qu'on appelle *ivoirité* n'est rien d'autre que « *cette mosaïque de peuples, sa culture, son identité. Ce n'est pas autre chose* » ; et qu'on ne reconnaît l'Ivoirien que par ce concept, au même titre qu'on reconnaîtrait un Français, un Arabe ou encore un Américain, respectivement à travers les concepts de « *francité* », d'« *arabité* » et d'« *American way of life* ». Mais en termes de conséquences ou de crainte que pourrait susciter le mot *ivoirité* chez d'autres personnes qui le qualifie de « vieux démon de la division », le président Bédié reconnaît que ce vocable a servi à un moment donné de « *notions émotionnelles* » pour désigner la « *xénophobie* », la « *haine des étrangers* » ; mais que c'est un « *débat de mauvaise foi qui ne prospère plus* ».

À travers cet extrait, si certains Ivoiriens pensent que l'ivoirité est l'identité ivoirienne, pour d'autres, elle est un vocable qui suscite la xénophobie, la haine de l'étranger ou encore un vocable qui catégorise ou met la différence entre Ivoiriens à part entière (les Ivoiriens de souche) et Ivoiriens entièrement à part (les Ivoiriens d'origine étrangère).

#### Exemple (2) : **Boulangier**

« Quel est donc ce chef d'État qui se transforme en **boulangier** pour rouler tout le monde dans la farine ? » (Extrait d'un discours de Guéi Robert en 2002 avant sa mort).

Dans ce deuxième exemple, il s'agit du général Guéi Robert qui, à la suite d'un coup d'État militaire perpétré par des jeunes mutins à sa solde, est devenu chef de l'État de la Côte d'Ivoire. Il avait la charge d'organiser l'élection présidentielle d'octobre 2000. À la suite d'une tournée politique dans toutes les régions du pays, il réussit à convaincre une grande partie de la population pour son projet d'une nouvelle Constitution. Laurent Gbagbo, son seul opposant, l'aide à travers des subterfuges à aller à l'élection présidentielle de 2000 sans la participation de Henri Konan Bédié et d'Alassane Ouattara, écartés respectivement pour dossier médical non conforme et nationalité douteuse. Il semblerait que Laurent Gbagbo aurait proposé à Guéi Robert de devenir son Premier ministre si celui-ci gagnait la présidentielle à condition qu'il écarte les deux autres poids lourds de la politique ivoirienne. Ce qui fut fait. Mais ces élections se sont passées autrement avec la défaite de Guéi Robert. Il fait un « braquage électoral » en se déclarant lui-même vainqueur des élections. Laurent Gbagbo, à son tour, depuis son quartier général, appelle ses partisans à descendre dans la rue pour réclamer le verdict des urnes. Le général Guéi abandonne donc le pouvoir, se réfugie d'abord dans une ville balnéaire du sud du pays, puis se retranche à Gouessesso, dans son village natal dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, avec plusieurs dizaines de soldats fidèles. C'est donc dans les négociations, de recherches de paix et de réconciliation à son retour dans la République qu'il qualifie Laurent Gbagbo de « boulangier », c'est-à-dire cet homme roublard ou manipulateur qui n'est pas sincère dans ses intentions de réconciliation.

L'une des pratiques langagières en vogue depuis l'accession d'Alassane Ouattara au pouvoir en 2011 est le « rattrapage ». En effet, le chef de l'État ivoirien, Alassane Ouattara, après sa prestation de serment en mai 2011, est en visite en France le mercredi 25 janvier 2012. À sa sortie d'audience, il répond à une des questions du journaliste Vincent Hugueux du quotidien *L'Express* dans l'exemple ci-après.

Exemple (3) : **Rattrapage [ethnique] = le fait de nommer par népotisme des personnes à des hauts postes administratifs.**



## La nomination de nordistes aux postes clefs<sup>52</sup>

« Il s'agit d'un simple **rattrapage**. Sous Gbagbo, les communautés du Nord, soit 40 % de la population, étaient exclues des postes de responsabilité. S'agissant des hauts cadres de l'armée, j'ai eu à négocier avec les officiers des ex-Forces nouvelles [FN, ancienne rébellion nordiste], qui voulaient tous les postes. Et j'ai réussi à imposer cet équilibre dans la hiérarchie militaire, jusqu'au niveau de commandant : le n° 1 issu des FN, flanqué d'un n° 2 venu de l'ancienne armée régulière. Tous grades confondus ; il y a 12 % de nordistes dans la police, 15 % dans la gendarmerie et 40 % environ dans l'armée... Sur ce terrain-là, on ne peut rien me reprocher ».

En effet, depuis 2012, un an après la prise du pouvoir par Alassane Ouattara, un nouveau vocable est apparu sur la scène politique ivoirienne : il s'agit de « rattrapage » [ethnique] qui est le fait de nommer par népotisme une frange de la population ivoirienne aux hautes fonctions de l'État en Côte d'Ivoire. Tous les Ivoiriens reconnaissent que cette frange de la population n'est rien d'autre que les membres ou les personnalités issues de son parti ou non, mais ayant un patronyme à consonance nordique<sup>53</sup>. Ainsi, entendre parler de « rattrapage (ethnique) » en Côte d'Ivoire, cela renvoie tout simplement à la nomination de nordistes (ou des personnes ayant des patronymes à consonance nordique) à des postes clefs de l'administration.

### Exemple (4) : **Orpailleurs = clandestins = Étrangers**

« Prochainement, je parlerai de faits troublants. D'abord les conflits intercommunautaires. Ensuite, de ce que recouvre **le phénomène de l'orpaillage** en Côte d'Ivoire... puisqu'on fait venir des **étrangers armés** qui sont stationnés dans beaucoup de villages. S'ils sont armés, c'est pour servir à quoi ? Il faut seulement que nous soyons conscients, le moment venu, nous agirons pour empêcher ce hold-up sur la Côte d'Ivoire, sous le couvert de l'orpaillage. Nous dénoncerons aussi ceux qu'on fait venir **clandestinement**. Cela se passe surtout dans la commune d'Abobo. Les gens rentrent, on leur fait faire des papiers et ils ressortent. Certains repartent, d'autres restent. Et tout cela dans quel but ? Si c'est pour venir fausser les élections de 2020, nous préférons le savoir. Mais nous traiterons de tout cela un jour, car les précédents doivent nous servir. Nous avons fait venir des **étrangers** dans nos plantations de café-cacao et ensuite les gens se sont installés à leur propre compte. Et aujourd'hui, ils agressent les planteurs ivoiriens et se disputent même la propriété des terres. Cela devrait nous servir. **Il faut que nous réagissions pour que les Ivoiriens ne soient pas étrangers chez eux, car actuellement, on fait en sorte que l'Ivoirien soit étranger chez nous.** Les Ivoiriens n'accepteront jamais cela. Voilà quelques idées que j'évoque, profitant de votre présence ici. » [Discours d'Henri Konan Bédié face à une délégation de son parti]

---

<sup>52</sup> Propos recueillis par Vincent Hugué, publié le 25/01/2012 à 12:40, mis à jour à 17:23 et consultable en ligne sur le site de l'Express à l'URL : [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/cote-d-ivoire-ouattara-veut-protger-les-minorites\\_1075076.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/cote-d-ivoire-ouattara-veut-protger-les-minorites_1075076.html)

<sup>53</sup> Le Nord de la Côte d'Ivoire est peuplé en grande partie par la famille linguistique mandé nord représentée par les Malinké, les Bambara, les Dioula, les Mangoro, etc. Ces peuples sont en grande majorité des partisans ou sympathisants du parti d'Alassane Ouattara, le Rassemblement Des Républicains (RDR).

Ce petit texte est issu d'un extrait du discours prononcé le vendredi 3 mai 2019 par Henri Konan Bédié qui recevait à son domicile de Cocody (Abidjan) une délégation de 25 personnes venue de Koumassi (Abidjan) lui rendre visite. En effet, depuis un certain moment en Côte d'Ivoire, le phénomène de l'orpaillage clandestin a pris une proportion grandissante suscitant des grognes et mouvements collectifs d'indignation dans diverses régions du pays. Henri Konan Bédié, ayant saisi la balle au bond, qualifie ce phénomène de dangereux pouvant servir d'expropriation de terres aux Ivoiriens (de souche). Pour lui, « *Il faut que nous réagissions pour que les Ivoiriens ne soient pas étrangers chez eux, car actuellement, on fait en sorte que l'Ivoirien soit étranger chez nous* ». Cette pratique langagière évoquant l'orpaillage ou les « orpailleurs clandestins » dénote chez l'Ivoirien un phénomène orchestré par des personnes étrangères ou des étrangers venus de certains pays voisins de la Côte d'Ivoire. Ces pratiques illégales sont couvertes par le pouvoir en place.

En décembre 2018, Adama Bictogo, le directeur exécutif du RHDP, au cours d'une réunion de présentation du pagné tenant lieu des préparatifs du 1er congrès extraordinaire du RHDP, le 26 janvier 2019, donne un discours devant les militants du parti, dont nous présentons un extrait dans l'exemple (5).

**Exemple (5) : Tabouret = Poste ou fonction issu d'une nomination pour son soutien ou en tant que membre du RHDP**

« Quand le congrès finit le 26 janvier, le 27 janvier, tu n'es pas RHDP tu le libères le **tabouret**. Tu es député, mais dès lors que tu es président d'institution si tu n'es pas RHDP, tu libères le **tabouret**, tu es sénateur, tu n'es pas RHDP, tu libères le **tabouret**, tu es conseiller économique, tu n'es pas RHDP, tu libères le **tabouret**. C'est ça la clarification ».

Le « tabouret » dans nos États africains est un petit siège à pieds sans bras ni dossier utilisé pour faire asseoir une seule personne. En Côte d'Ivoire, sous la gestion étatique du régime en place, le « tabouret » est l'expression imagée du poste ou de la fonction occupée par quelqu'un dans l'administration ou l'institution ivoirienne. Pour occuper le poste ou la fonction en question, l'individu doit obligatoirement affirmer ou manifester son adhésion au parti RHDP-unifié. Si tel n'est pas le cas, l'individu en question perd le poste et les avantages qui y sont liés. Toute personne qui subit un tel acte est astreinte au silence au risque d'encourir des poursuites judiciaires. Ainsi dans l'exemple (5), l'auteur du message, Adama Bictogo, le directeur exécutif du RHDP-unifié intime l'ordre à toutes les personnes occupant des postes dans l'administration ou nommées par le président de la République à des postes de président d'institution, de sénateur, de conseillers économiques, et bien d'autres, de clarifier leur position si elles désirent toujours bénéficier des privilèges liés à leurs postes en tant que membres du parti-unifié dès sa mise en place le 26 janvier 2019. Dans le cas contraire, ces personnes seront obligées de perdre leurs postes (« les tabourets »). L'ancien président de l'Assemblée nationale, Soro Guillaume en a payé les frais pour refus d'adhérer au parti-unifié. Certaines personnes proches de lui et occupant des postes stratégiques ont également subi les conséquences de cet appel.

« Ivoirité », « Boulanger », « Rattrapage ethnique », « Orpailleurs », « Étranger » et « Tabouret » sont des mots et expressions parmi tant d'autres présentés dans cette partie du travail. Ces vocables indiquent avec force les différentes « transversalités langagières » (Canut, 2012). Leurs productions dans des contextes bien précis de l'histoire de la Côte d'Ivoire ont été galvaudées et renvoient à diverses connotations. Ainsi, « Ivoirité » renvoie aujourd'hui à la xénophobie pour certains ou bien même à la préférence nationale pour d'autres. Le terme « boulanger » lui renvoie à la roublardise. Quand « Rattrapage ethnique »

signifie tribalisme ou népotisme ; « orpailleurs » et « Étranger » sont des termes qui indexent particulièrement les allochtones. Enfin le « tabouret » est devenu depuis un moment dans les discours politiques ivoiriens le poste ou la fonction que l'on occupe du fait d'une nomination du parti au pouvoir.

Ces changements sémantiques qui se trouvent contextualisés par l'environnement socio-politico-linguistique ivoirien constituent un répertoire langagier (Boutet, 1997) au sein de la classe politique et pour la population ivoirienne. Dans les lignes qui suivent, nous présenterons les pratiques langagières discursives prononcées en langue locale ivoirienne.

#### **4.2. Quelques pratiques langagières discursives en langue malinké**

La particularité dans cette catégorie des pratiques langagières discursives, c'est qu'elles sont prononcées dans l'une des langues locales ivoiriennes, notamment le malinké, une langue mandingue. Mais dans l'entendement de la majorité des Ivoiriens, la langue malinké est égale à la langue dioula et vice-versa. De même, pour ces personnes, le même mot « dioula » renvoie au groupe ethnique représentant les Étrangers, les Nordistes pratiquant la religion musulmane. Il faut retenir que presque toutes les personnes vivant au nord du pays ou venant des pays frontaliers de la Côte d'Ivoire parlent la même langue, ont en commun les mêmes patronymes et sont majoritairement musulmanes. Ce constat conduit certaines personnes, en Côte d'Ivoire, à retenir la pratique de la religion musulmane comme un fait commun à toute cette population du nord. Toutes ces raisons poussent certaines personnes à dénoncer le régime actuel en le qualifiant de pouvoir ou de régime des Dioula, comme dans l'exemple ci-après.

Exemple (6) : **Gouvernement de *Dioula* ou de rattrapage ethnique.**

À l'annonce du nouveau gouvernement Gon Coulibaly 3 composé de 41 ministres et de 7 secrétaires d'État, des voix parlent de gouvernement de Dioula budgétivore qui est mis en place. [Article de presse paru sur les réseaux sociaux]

Une autre façon de parler issue des pratiques langagières discursives en langue malinké se résume dans l'exemple 7 suivant :

Exemple (7) : **Gbagbo Kafissa**

HÉÉ !! MA CHÉRIE « GBAGBO KAFISSA », IL Y A LONGTEMPS DÉH !

(In Bôl'kotch n°002 du vendredi 16 mars 2012, page 6)

Le mot « kafissa » est né lors de l'opération « Ville propre » initiée en 2011 par Anne Ouloto, la ministre de la Salubrité urbaine qui voulait mettre de l'ordre dans l'installation anarchique des vendeuses du grand marché d'Adjamé (une commune du district d'Abidjan). En effet, selon les dires de certaines personnes qui ont soutenu le régime actuel d'Alassane Ouattara dans sa prise de pouvoir face à Laurent Gbagbo et devant les souffrances des commerçantes, celles-ci regrettent de ne pouvoir pas bénéficier des retombées de leurs soutiens au mentor d'Abidjan qui leur a promis monts et merveilles avant sa prise de pouvoir. Les solutions promises par Ouattara à leurs difficultés se sont transformées en cauchemar et désespoir. Pour ces personnes, Laurent Gbagbo avait raison de prédire que l'arrivée d'Alassane Ouattara au pouvoir leur rendrait la vie difficile. C'est donc dans le regret qu'elles affirment que « la politique de Gbagbo » est [était] mieux que la « solution proposée par le régime de Ouattara ». Ainsi donc, ce regret et même la perte

d'espoir chez certains Ivoiriens sont traduits en langue malinké par l'expression *Gbagbo kafissa !*

Dans l'exemple 8 suivant, il s'agit d'une phrase produite par alternance codique entre le français et le malinké.

Exemple (8) : C'est une élection **tako kélé** (le Un coup KO) et **kouman banan** (plus rien à dire).

Cette phrase « élection **tako kélé** et **kouman banan** » a été prononcée par Kandia Camara Kamissoko, la Secrétaire du RDR, dans un contexte de campagne électorale de la présidentielle de 2015. Elle signifie que le candidat du RHDP (Alassane Ouattara dont les partisans sont en majorité de la grande famille linguistique mandé du nord (dioula, bambara, malinké, etc.)) battra sans équivoque ses adversaires au premier tour à l'élection présidentielle et qu'on n'en parle plus ou qu'on n'en revienne plus sur les faits. Ces expressions *tako kélé* et *kouman banan* d'origine malinké pourraient traduire respectivement le « un coup KO » et l'univocité dans le langage politique ivoirien en période électorale.

Un autre et dernier exemple parmi tant d'autres est le phénomène « ibièkissè ».

Exemple (9) : **Ibièkissè**

« Sita Coulibaly de PDCI, **Ibièh ! Ibièkissè !** (...) C'est toi qui sais que Kandia est quittée en Guinée ? Ibièh ! **Ibièkissè !** Toi-même tes origines sont où ? C'est au Mali. (...) **Idjou** Sita Coulibaly, c'est de toi que je parle. Une bordel comme ça, tu vas te comparer à Kandia Camara. Comme au RDR, on ne fait pas le bordel, tu es restée au PDCI ».

Ce dernier exemple n'est juste qu'un petit extrait du discours vidéo prononcé le 2 février 2019 par Mariam Traoré, la députée de la circonscription de Tengrela (une ville du nord de la Côte d'Ivoire située à plus de 630 Km d'Abidjan). En effet, la députée du RDR (parti au pouvoir) Mariam Traoré a osé dire que la Secrétaire générale de son parti, Kandia Camara, a été traitée d'une Ivoirienne qui a des origines étrangères en République de Guinée par Sita Coulibaly, la responsable des femmes du PDCI de la section urbaine. En guise de réponse - parce que le mot « étranger » est beaucoup rejeté au RDR - , la députée a pris la défense de sa Secrétaire générale dans une vidéo qu'elle s'est faite dans un français alterné avec sa langue maternelle (le malinké) en insultant copieusement et publiquement son ex-camarade qui se retrouve désormais à la tête des femmes dans le parti adverse qu'est le PDCI. Les mots ou expressions *Ibièkissè* et *Idjou* sont la dénomination injurieuse de « Bordel », « Prostituée » ou encore « la partie génitale de la femme » en langue malinké. L'acte posé par l'une des représentantes du peuple à l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire a choqué plus d'un. Même si elle a été convoquée par les tribunaux compétents pour explication, dans l'attente d'une sanction, cette affaire « ibièkissè » est restée et classée sans suite.

Nous l'avons dit plus haut, si l'usage des pratiques langagières en langue malinké est récurrent, cela est dû au fait que les pontes du pouvoir actuel en Côte d'Ivoire avec à leur tête le président Alassane Ouattara sont tous issus du parti du Rassemblement Des Républicains (RDR) dont la majeure partie des membres sont presque tous originaire du grand manding (dioula, bambara, malinké, etc.) et de la famille linguistique Gur (senoufo, lobi, koulango, etc.) de Côte d'Ivoire. Tous ces membres se reconnaissent par leurs patronymes (Bakayoko, Bamba, Coulibaly, Camara, Diarrassouba, Fofana, Koné, Ouattara,

Sanogo, Soro, Soumahoro, Touré, Zémogo, etc.) à consonance nordique et pratiquant plus ou moins la religion musulmane.

Au regard de tout ce qui précède, on notera que les pratiques langagières telles que présentées dans cette étude renvoient aux situations sociopolitiques vécues en Côte d'Ivoire. Elles ont été prononcées dans des contextes sociopolitiques bien établis et sont pour la plupart des *pratiques discursives*, c'est-à-dire que « les unités lexicales et les constructions syntaxiques [prononcées] sont prises dans un déjà-dit qui nous dépasse, dont les énoncés qui la composent changent de sens en passant d'un locuteur à un autre, d'une situation à un autre, d'une époque à une autre. » (Canut et al., 2018 : 21 et 34).

L'étude s'est proposé de répondre aux questions de recherche suivantes : comment sont produits, nourris et entretenus, dans le brouhaha politique ivoirien, les éléments du discours que sont les pratiques langagières ? Comment la production de ces pratiques langagières enrichit-elle le stock lexico-morphologique et sémantique du discours ? Quels sont leurs effets sur les usagers et la population ivoirienne ? En réponse, l'étude, loin d'être une collection de mots et d'expressions mis en rapport les uns à côté des autres, s'est focalisée sur l'analyse de l'usage politique qui peut être fait des pratiques langagières issues des discours qui prennent la coloration des joutes oratoires. Ainsi, en interprétant les pratiques langagières en contexte socio-politique ivoirien, notre contribution, avec l'approche adoptée dans l'analyse, a présenté, au vu de la diversité des mots et expressions mentionnés, un réceptacle de façons de parler qui vient justifier la conception de Goffman telle que défendue par la sociolinguistique critique et/ou politique.

Par ailleurs, les résultats du travail ont également montré que ces formes langagières ainsi produites dans des contextes socio-politiques bien précis donnent chez les usagers (la population ivoirienne) des effets de néologismes à connotations diverses qui enrichissent le stock lexico-morphologique et sémantique du discours politique ivoirien dans lequel chaque individu fait des choix selon les intentions qu'il souhaite communiquer.

## Références bibliographiques

- ARBORIO, Anne-Marie, FOURNIER, Pierre (2005). *L'enquête et ses méthodes. L'observation directe*, Paris, Armand Colin. Collection 128, 2<sup>ème</sup> Édition refondue.
- ATSE N'CHO, Jean-Baptiste (2013). « Penser la guerre en Côte d'Ivoire. Les mots de la guerre et le mal des mots dans le langage politique ivoirien depuis le coup d'État de 1999 à la crise post-électorale de 2010 », dans Nanourougo Coulibaly (éd.) *Pratiques discursives et champ politique en Afrique francophone*, Editura Universitaria, Craiova, Roumanie, pp. 112-128.
- BAUTIER-CASTAING, Elisabeth (1981a). « La notion de pratiques langagières : un outil heuristique pour une linguistique des dialectes sociaux », in : *Langage et société*, n°15, 1981. pp. 3-35.
- BAUTIER-CASTAING, Elisabeth (1981b). « Pour analyser les pratiques langagières », in *Revue Langage et société*, supplément au n° 17, 1981. *Pratiques langagières et stratégies de communication. Terrains, méthodes d'enquête et d'analyse*, pp. 35-38.
- BOUTET, Josiane (1997). *Langage et société*, Paris, Seuil, Collection Mémo, N° 74.
- BOUTET, Josiane (2002). « Pratique langagière », dans CHARAUDEAU, Patrick, MAINGUENEAU, Dominique (dirs), *Dictionnaire d'Analyse du Discours*, Paris, Seuil, pp. 458-459.

- BOUTET, Josiane, MAINGUENEAU, Dominique (2005). « Sociolinguistique et analyse de discours : façons de dire, façons de faire », in *Revue Langage et Société*, n° 114, pp. 15-47.
- BOUTET, Josiane, HELLER, Monica (2007). « Enjeux sociaux de la sociolinguistique : pour une sociolinguistique critique », in *Revue Langage et Société*, 2007/3 n° 121-122, pp. 305-318.
- BROWN, Penelope and LEVINSON, Stephen C. (1978 [1987]), *Politeness: Some Universals in Language Usage*, vol. 4 of *Studies in Interactional Sociolinguistics*. Cambridge University Press, 345 p.
- CANUT, Cécile (2012). « Transversalités langagières. Quelques notes pour une anthropologie des pratiques langagières », dans M. Dreyfus et J.-M. Prieur, *Hétérogénéité et variation : quels objets socio-linguistiques et didactiques aujourd'hui ?* Paris, Éditions Michel Houdiard, pp. 87-95.
- CANUT, Cécile et al. (2018). *Le langage, une pratique sociale. Éléments d'une sociolinguistique politique*, Presses universitaires de Franche-Comté, Collection Annales Littéraires, 991.
- DUBOIS, Jean, et al., 2012. *Le dictionnaire de linguistique et des sciences du langage*, Larousse, Paris, 514 p.
- GADET, Françoise (2003). *La variation sociale en français*, nouvelle édition revue et augmentée, Paris : Ophrys, 186 p.
- GOFFMAN, Erving (1987). *Façons de parler*, Paris, Éditions de Minuit.
- GUESPIN, Louis et MARCELLESI, Jean-Baptiste 1986, « Pour la glottopolitique », in *LANGAGES* n°83, Larousse, Paris, pp. 5-34.
- HELLER, Monica (2002). *Éléments d'une sociolinguistique critique*, Didier, Paris.
- KONAN, Kouadio Michel (2018). *Représentations linguistiques des journalistes dans les rubriques des journaux en situation de guerre dans le contexte sociopolitique ivoirien*, Thèse de doctorat, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Cocody, Côte d'Ivoire, 467 p.
- LEHMANN, Alise et MARTIN-BERTHET, Françoise, 2000. *Introduction à la lexicologie sémantique et morphologie*, Paris, Éditions Nathan/Her, 201 p.